

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

MERCREDI 19 MARS 2014

N° 17.855

A 4 jours des élections municipales

Huguette Bello sous le coup d'une plainte

Ary Yée Chong Tchi Kan et ses colistiers ont décidé de porter plainte contre la candidate du PLR, Huguette Bello. «Des informations suffisamment claires» ont été relayées par les médias, pour être «susceptibles de constituer plusieurs délits» pour pouvoir porter plainte, a expliqué le candidat du PCR à Saint Paul.

Lors du débat sur Réunion Première, «je suis intervenu sur plusieurs points dont un qui a été peu développé, mais j'ai obtenu une réponse d'Huguette Bello, sur le fait qu'elle utilise la mairie dès 6 heures pour recevoir les gens», a expliqué Ary Yée Chong Tchi Kan. Cette dernière a «répondu positivement». Dès lors, Ary Yée Chong Tchi Kan et ses colistiers ont annoncé qu'ils ont porté plainte contre Huguette Bello auprès du procureur de la République.

Des points probants

Ary Yée Chong Tchi Kan et Pierre Thiébaud ont exposé, lors d'une conférence de presse mardi 18 mars, trois points pouvant étayer leur plainte. D'autant plus qu'au cours des dernières années, les lois encadrant les périodes électorales sont devenues de plus en plus strictes, notamment en matière de communication et d'utilisation de moyens humains, matériels et financiers par les maires sortants. Les deux hommes ont évoqué «l'utilisation des moyens communaux, tels que des locaux et des services en période électorale». «Elle reçoit des gens sur un service rendu et l'a affirmé à la télévision», a indiqué la tête de liste du PCR. Autre fait «le délit de favoritisme caractérisé organisé par la maire de Saint Paul au profit exclusif d'un seul candidat, celui du PLR». Et enfin, le «délit de suspicion de corruption électorale, sanctionnée par la jurisprudence, notamment avec le fameux article 106 du code électoral». Les éléments apportés se basent sur l'article 106 (voir encadré) interdisant «les dons ou libéralités en argent ou en nature, par des promesses de libéralités, de faveurs, d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers». Ary Yée Chong Tchi Kan a prit l'exemple de Claude Hoarau, rendu inéligible par cet article dans les affaires Etangsale et Badamia. Dans les deux affaires, il s'agissait de «promesses d'embauche caractérisées lors de la période électorale».



Pierre Thiébaud et Ary Yée Chong Tchi Kan ont présenté des informations suffisamment claires relayées par les médias pour être susceptibles de constituer plusieurs délits. Plainte a donc été déposée contre la candidate du PLR.

Candidate, pas maire

Pour le candidat du PCR, «dans le cadre de la loi, l'intention délictuelle suffit». De plus, «il existe des règles ordinaires de fonctionnement de l'administration publique, mais dans ce cas, la candidate Huguette Bello, interrogée au lendemain de sa réunion de Cambaie, a annoncé recevoir des gens dès 6 heures du matin, pour ensuite continuer aller faire du terrain», a expliqué Ary Yée Chong Tchi Kan. Pour l'équipe d'Ary Yée Chong Tchi Kan, l'affirmation par Huguette Bello de l'accueil du public confirme que cette réception du public s'est faite en tant que candidate et non maire. D'autant «qu'utiliser les moyens communaux, de communication et de propagande, un an avant le début des élections» est strictement régit par la loi, a précisé le candidat communiste. Il y a «une suspicion de corruption électorale», a affirmé Ary Yée Chong Tchi Kan. Pour Ary Yée Chong Tchi Kan, Huguette Bello «confond sa fonction de maire» avec sa position de candidate. Il y a une utilisation des «moyens de la mairie pour permettre à la candidate de rece-

Article 106 du code électoral

«Quiconque, par des dons ou libéralités en argent ou en nature, par des promesses de libéralités, de faveurs, d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers, faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entremise d'un tiers, qui-

conque, par les mêmes moyens, aura déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs d'entre eux à s'abstenir, sera puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 euros. Seront punis des mêmes peines ceux qui auront agréé ou sollicité les mêmes dons, libéralités ou promesses».

voir le public. Pourquoi ne le fait elle pas dans sa permanence?» a posé le candidat, qui a ajouté qu'Huguette Bello «ne peut pas utiliser sa voiture et son téléphone de fonction». Pour conclure, ce dernier a affirmé qu'"aujourd'hui pour

nous, il y a une série de délits susceptibles de constituer une plainte», qui a été déposée.

Céline Tabou

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Crimée : les événements s'accélèrent

48 heures après le référendum en Crimée, plusieurs événements ont accentué la pression.

C'est tout d'abord une nouvelle offensive de l'OTAN qui se dessine. Au Sud de la mer Noire, c'est la Turquie, alliée des États-Unis, qui lève la voix. Elle dit aux Russes de ne pas se mêler de l'intégrité territoriale de ses voisins. La Turquie menace de bloquer les détroits aux navires russes, ce qui fermerait la route de la Méditerranée non seulement aux bateaux de commerce, mais aussi à la flotte russe de la mer Noire basée à Sébastopol en Crimée. C'est ensuite l'annonce de l'US Air Force de déployer 12 avions de chasse en Pologne, État frontalier de la Russie et de l'Ukraine. Quant à la France, elle agite la menace de ne pas livrer deux navires de guerre commandés par la Russie à un chantier naval français.

De son côté, la Russie a reconnu l'indépendance de la Crimée et a enclenché la procédure pour l'intégration de la République en sécession de l'Ukraine. En réponse à la manœuvre de l'aviation des États-Unis, Moscou a amené 6 avions de combat en Belarus pour parer à toute éventualité.

Quant à l'Ukraine, elle voit apparaître sur son flanc occidental un nouveau problème. La République de Transnistrie a demandé elle aussi son rattachement à la Russie.

La Transnistrie est une partie de la Moldavie peuplée majoritairement de personnes parlant russe. Elle ne reconnaît pas l'autorité du pouvoir central de Moldavie, et elle a même installé des postes de douane à ses frontières.

La menace française est confrontée à une réalité économique. Le gouvernement est-il prêt à supporter le coût social d'une telle décision? Les manœuvres en Pologne et les déclarations de la Turquie sont autrement plus dangereuses.

La menace d'escalade devient donc sérieuse, avec une implication directe d'États membres de l'OTAN dans la crise ukrainienne.

Face au risque d'un dérapage, la voie de la négociation doit plus que jamais être privilégiée. La Russie et l'Union européenne ont en effet tout à gagner à s'entendre. Et l'Ukraine peut être le lien entre ces deux entités.

J.B.

Beau meeting au quartier de La Ravine à Marquet au Port

«Loulou an lèr !!!»

Et voilà une nouvelle illustration de la belle mobilisation des communistes et autres démocrates du Port pour la victoire dès ce dimanche aux élections municipales de la liste conduite par Henry Hippolyte, avec comme mot d'ordre : «Les Portoises et le progrès social au cœur de notre action». C'était ce lundi soir, lors d'un super meeting sur la grande place de la cité Ravine à Marquet, où un public très nombreux et enthousiaste est venu exprimer son soutien à cette liste d'union démocratique



Un public très nombreux et enthousiaste est venu exprimer son soutien à la liste conduite par Henry Hippolyte. (photos A.D.)

Virgil Rustan, secrétaire de la Section communiste du Port, a animé ce meeting en rappelant le sens profond de cette campagne électorale : continuer les luttes menées par le PCR depuis 55 ans contre la pauvreté, les injustices et oppressions dont est victime le peuple réunionnais, en rassemblant le maximum de compatriotes dans ce combat car l'union fait la force. Le premier orateur à prendre la parole fut Jacques Dobarria, qui a notamment dénoncé les mensonges incessants et scandaleux déversés par les adversaires du PCR sur la municipalité sortante et sur les projets de la nouvelle équipe. L'ancien champion du monde de boxe française a souligné le manque de respect de ces politiciens réactionnaires envers la population portoise et exprimé avec force sa confiance en la mobilisation des résistants au mépris en lançant : «Loulou an lèr !!!».

Une autre co-listière de Loulou, particulièrement appréciée par les Portoises et les Portoises, Mémouna Patel, a pris la parole pour rappeler l'œuvre immense accomplie par les précédentes municipalités depuis 1971 dans les écoles du Port pour éduquer les enfants. Une œuvre qui fait que de plus en plus d'enseignants veulent venir travailler dans la cité maritime pour épanouir les enfants portoises, et cela avec de nouveaux projets qui seront réalisés par l'équipe de Loulou au cours de la prochaine mandature.

«Nou va fé respèk la dignité portoiz»

Lors de son intervention, Jean-Yves Langenier est notamment revenu — comme lors d'un précédent meeting — sur la double importance du vote de ce dimanche car il y aura à la fois des élections municipales pour la ville du Port et des élections communautaires pour désigner les responsables portoises au Territoire de la Côte Ouest (TCO). Or il est indispensable, dit-il, d'élire à ces responsabilités des personnes qui vont continuer à cultiver les valeurs de solidarité au sein de l'intercommunalité, plutôt que des politiciens qui voudraient instrumentaliser le TCO à leur profit.

Enfin, Henry Hippolyte a pris la parole pour souligner «l'amplification constante de la mobilisation des Portoises et des Portoises» en faveur de son équipe; et il a particulièrement félicité «les jeunes du Port qui s'engagent dans ce sens afin de prendre le relai du combat accompli depuis 43 ans». Après avoir rappelé les grands projets qu'il va réaliser à cette fin, Loulou a lancé un appel solennel, chaleureusement salué par la foule : «alon mèt la min ansanm pou mèt Lo Por an lèr; nou va fé respèk la dignité portoiz».

Correspondant



Loulou a particulièrement félicité «les jeunes du Port qui s'engagent afin de prendre le relai du combat accompli depuis 43 ans».



Jacques Dobarria, ancien champion du monde de boxe française, a exprimé avec force sa confiance en la mobilisation des résistants aux injustices dans notre pays en lançant : «Loulou an lèr !!!».

Rassemblement inter-syndical devant la préfecture

Non aux injustices du projet de «Pacte de responsabilité»!



Plus de deux cents salariés membres de Force Ouvrière et du SAIPER ont participé à ce rassemblement.

Hier matin s'est déroulé sur la place de la préfecture à Saint-Denis un rassemblement organisé par deux syndicats de La Réunion: Force Ouvrière et SAIPER. Plus de deux cents salariés membres de ces deux organisations ont participé à ce rassemblement pour manifester contre le projet de «Pacte de responsabilité» lancé par le gouvernement en France avec certains partenaires sociaux.

Les militants syndicaux ont dénoncé les injustices de ce projet gouvernemental, qui veut diminuer les cotisations sociales des entreprises sans garantie d'investissement par le patronat en faveur des créations d'emplois. Et plusieurs représentants des diverses branches de Force Ouvrière (enseignement, police, fonction publique territoriale, santé etc...) ont pris la parole dans ce sens, après une minute de silence en hommage à Marc Blondel, l'ancien dirigeant du syndicat en France, décédé dimanche dernier.

À noter qu'une forte délégation de la Direction du Parti Communiste Réunionnais a participé à cette manifestation, afin d'exprimer le soutien de cette organisation

politique aux syndicalistes hostiles à ce projet. Cette délégation était composée d'Yvan Dejean, Maurice Gironcel, Camille Dieudonné et Ginette Sinapin, qui en plus de leurs mobilisations pour les élections municipales n'ont pas hésité à se déplacer à Saint-Denis «par solidarité avec les travailleurs réunionnais».

En effet, comme nous l'a déclaré Yvan Dejean, «les mesures envisagées par ce pacte de responsabilité comme par le budget 2014 vont avoir des conséquences extrêmement graves à La Réunion, car la situation est hors-norme chez nous. Par notre présence à cette manifestation, nous voulons montrer qu'il faut mettre en œuvre un nouveau modèle pour notre pays; c'est le sens politique de cette présence, afin de favoriser un large rassemblement des forces vives de La Réunion pour un développement durable, avec des mesures d'urgence et à long terme que nous préconisons, ainsi qu'une nouvelle gouvernance».

Correspondant



La délégation des responsables du P.C.R. venus apporter leur soutien à cette manifestation.

Mobilisation du 18 mars

Seul le rapport de force peut changer les choses

Quelques heures après la mobilisation organisée par Force Ouvrière et la SAIPER; la FSU, Solidaires et la CGTR ont tenu une conférence de presse, afin d'apporter une clarification sur leurs absences lors de cette manifestation et partager leur analyse de la situation de plus en plus grave.



Johny Michel (Solidaires), Ivan Hoareau (CGTR) et Marie Hélène Dor (FSU).

«Il y a eu une confusion» a expliqué Ivan Hoareau, de la CGTR, raison pour laquelle aucun des trois leaders syndicaux n'étaient présents, mardi 18 mars au matin. Cependant «cela ne traduit pas un problème de divergence avec Force Ouvrière», a indiqué le syndicaliste.

Erreur d'agenda

Après plusieurs réunions avec l'ensemble des organisations syndicales, la date du 18 mars avait été mise en avant sans pour autant être actée, car il s'agissait d'un «mot d'ordre du national», a expliqué le secrétaire général de la CGTR, précisant qu'«il est plus facile de mobiliser sur des mots d'ordre régionaux».

«Souvent les mots d'ordre ne sont pas relayés à La Réunion, parce que le tempo est différent du local» a indiqué le syndicaliste, en accord avec ses homologues de la FSU et de Solidaires. «Parfois, on suit d'autre fois non. Là face à la dégradation de la situation sociale et la signature de l'ANI et du Pacte de responsabilité, on s'est dit qu'il fallait faire une action». D'autant que l'intersyndicale a par le passé dénoncé l'Accord National Interprofessionnel (ANI) et le récent Pacte de responsabilité annoncé par François Hollande et dénoncé par la CGT.

Cependant le contexte électoral et les vacances scolaires n'auraient pas permis de mobiliser suffisamment de monde afin de «maintenir le rapport de force» car aujourd'hui «l'argumentation n'est pas suffisante, la seule réponse est le rapport de force, la mobilisation», a affirmé Ivan Hoareau. Pour Marie Hélène Dor, de la FSU, «devant l'analyse de la situation, la date du 17 mars était problématique pour nous». Cette dernière a évoqué la complexité de mobiliser lors des vacances scolaires et a rappelé les différentes mobilisations organisées par les syndicats comme à La Poste ou devant la sous-préfecture de Saint Benoit.

«Sur le fond, il y a une situation sociale qui se dégrade. 2014 sera pour la CGTR pire que 2013, les clignotants sont au rouge», a averti Ivan Hoareau. Ce dernier a évoqué plusieurs conflits au sein des entreprises comme la SIB, où «plus de 30 personnes sont menacés de licenciement

boursier», à SFR «avec le rachat possible par Numéricable», et d'autres secteurs d'activité.

Un contexte social dégradé

Les syndicalistes ont mis en avant la nécessité désormais de faire appel au sous-préfet de la cohésion sociale, car «on a de plus en plus de conflit, où il n'y a pas d'interlocuteur. L'économie réunionnaise est entre les mains de sociétés transnationales, on pas n'a pas d'interlocuteur face à nous», a dénoncé le secrétaire général de la CGTR. Une situation qui complique les relations entre patronat et salarié, car «ce sont des entreprises hors sol», qui remettent en cause le dialogue social.

Globalement, les syndicalistes ont dénoncé l'ANI qui aura «des répercussions très graves d'ici la fin de l'année, car signer l'accord comme ça, c'est donner la main au patronat», a indiqué Johny Michel, de Solidaires. Une main également dénoncée par Ivan Hoareau qui a fustigé le gouvernement qui «décide en catimini avec le patronat, puis annonce un dialogue social après. C'est une attitude non admissible». Ce dernier a dénoncé le semblant de dialogue social mis en place par l'Etat.

Autre point de tension, le Pacte de responsabilité où plutôt «d'irresponsabilité», qui «ne marche pas en Europe, mais que le gouvernement va continuer à exonérer les charges pour les patrons», a précisé le syndicaliste de la CGTR. Pour Johny Michel, «le patronat veut affaiblir les droits des travailleurs et il a trouvé des syndicats pour l'aider, comme la CFTC, la CGC, la CFDT, qui a signé l'ANI et le Pacte de responsabilité, donnant 35 milliards de cadeau aux patrons».

Pour conclure, les trois syndicalistes ont rappelé «la confusion» vis à vis de la mobilisation du 17 mars, assurant qu'il n'y a «aucune divergence», et qu'une mobilisation devrait s'organiser dans les prochaines semaines, afin de dénoncer la politique gouvernementale qui pèse «sur les travailleurs et les plus démunis», a précisé Ivan Hoareau.

Céline Tabou

Les élections municipales au Port

Des soutiens très importants à la liste d'Henry Hippolyte



Tous les participants à cette rencontre ont souligné l'importance des valeurs et des projets portés par Loulou et son équipe. (photo A.D.)

À l'initiative de personnalités du monde de la santé, de l'industrie, de la culture, du sport et de l'éducation, s'est tenue ce mardi matin une conférence de presse au Port, au cours de laquelle ces soutiens ont témoigné de leur confiance à Henry Hippolyte, Loulou, dans le cadre de l'élection municipale du 23 mars prochain.

Jean-Yves Langenier, Président du Comité de soutien(*), a le premier pris la parole pour se féliciter de l'adhésion de ces personnalités de la société civile qui contribuent au développement et à la vie de la cité.

Pour le domaine de la santé, les 3 des 5 principaux groupes de l'île, qui ont investi des cliniques hautement spécialisées dans la ville, ont témoigné de leur soutien au candidat Henry Hippolyte. À travers ce soutien, ils expriment leur engagement en saluant une ville en laquelle ils croient.

Le Dr Rahmani (clinique d'ophtalmologie) a exprimé sa satisfaction de prendre part depuis de longues années à ce développement en contribuant à l'implantation d'entreprises de pointe sur le territoire, dans un travail collaboratif efficace avec la municipalité. Il a souligné que c'est grâce à une vision et une ambition portées par une volonté politique claire, que ce développement a pu s'engager et porter ses fruits aujourd'hui.

Une terre attractive et innovante

Le Port est reconnu par tous les professionnels comme un territoire d'excellence en matière de santé et d'infrastructures. Les représentants des groupes Clinifutur, Tamarins et Avicenne ainsi qu'Olivier Lauret (pharmacien) ont également témoigné des conditions offertes aux professionnels de santé sur le territoire communal. Tous ont témoigné de la nécessité de poursuivre ce développement. Pour les acteurs économiques, il est primordial que soit préservées la stabilité, la confiance et la sécurité pour que le Port continue à être une terre d'investissement attractive et inno-

vante, porteuse d'activités et d'emplois.

Fédérer tous les acteurs

Dans le domaine industriel, Abdé Ali Goulamaly, grand témoin de l'histoire et du développement industriel au Port, a lui aussi rappelé combien il est important pour les chefs d'entreprises de compter sur une stabilité dans la vision du développement de la ville. Une vision qui est partagée entre municipalité et investisseurs. Cette ambition a permis au Port de devenir un véritable pôle de développement ouvert sur le monde. C'est ce qui l'amène à soutenir la liste conduite par Henry Hippolyte.

Mme Nilam et M. Jaffar, tous deux commerçants au centre-ville, ont tenu à pointer les difficultés rencontrées et placent leur confiance en Henry Hippolyte parce qu'ils considèrent qu'il est celui qui sera en mesure de fédérer tous les acteurs pour entreprendre la nouvelle étape indispensable de redynamisation du centre-ville, avec toute l'écoute nécessaire.

Culture et sport

Pour Stéphane Rochecouste, Directeur du Kabardock, il est essentiel que l'ambition de la ville en matière culturelle soit confortée, avec la garantie d'une volonté politique forte. Pour Alain Séraphine, à l'initiative de différents centres de formation de pointe dans le domaine du numérique, de l'architecture (Beaux Arts...), il considère que Loulou est en capacité de rassembler et de fédérer pour une mobilisation à la hauteur des nouveaux défis qui s'imposent à la ville du Port. Face aux contraintes financières, il est celui qui aura la capacité à mobiliser les moyens du développement.

Guyto Pernic, président de l'USP Gymnastique, et Pascal Buteau, entraîneur de l'équipe de football de la Jeanne d'Arc, ont quant à eux salué les efforts considérables menés au Port pour structurer les moyens et les équipements pour la pratique du sport pour tous et le sport de haut niveau. Ils ont souligné le travail remarquable mené par l'OMS.

Esprit d'ouverture et de dialogue

Abdullatif Patel, Imam, s'est félicité de vivre dans une ville d'ouverture, d'écoute, où l'interculturalité vit en toute harmonie, une ville qui a fait la démonstration de sa capacité à vivre ensemble, avec des lieux de culte pour toutes les composantes religieuses. Il faut rappeler que le cimetière paysager du Port initié par Paul Vergès est le 1er de l'île avec des espaces dans un même lieu pour chaque culte. Pour le Dr Ajaguin, représentant de la communauté tamoule, c'est le même constat. Il est nécessaire de préserver cette capacité d'échange et d'écoute en toute confiance.

Raymond Lauret, qui a œuvré pendant plusieurs années pour le développement économique et sportif de la ville, appelle au soutien autour d'un homme emprunt d'esprit d'ouverture et de dialogue, qui ne cède ni au sectarisme ni à la critique mais qui s'inscrit dans la construction avec un engagement fort pour sa ville. Il est confiant dans l'esprit du partenariat que Loulou saura faire progresser avec le monde économique et tous les acteurs de la ville pour faire avancer la commune.

Les valeurs portées par Loulou

Marie-Claire Séraphine, qui a fait tout son parcours d'enseignante au Port, apporte son soutien à Loulou parce qu'elle apprécie les valeurs qu'il porte pour la jeunesse et l'éducation. Sur la question de l'emploi, le candidat a déjà indiqué sa volonté d'inscrire son action en faveur d'une meilleure coordination des besoins en main d'œuvre sur le territoire pour mieux orienter l'emploi vers les Portois. Les chefs d'entreprise sont favorables à faire prospérer le partenariat avec la nouvelle municipalité sur cette question.

Un nouveau mode de gouvernance

Tous ont salué cette rencontre, qui est considérée comme la préfiguration d'un nouveau mode de gouvernance, qui ouvre des espaces de dialogue plus larges entre le monde économique, la société civile et la prochaine municipalité sur les grands dossiers de développement au Port.

Henry Hippolyte, a conclu a réaffirmant sa volonté de poursuivre une action fondée sur une vision et une stratégie de développement stable et de long terme. Tous ont conclu en appelant l'adhésion la plus large autour du candidat Henry Hippolyte, car ils font le choix de l'ambition pour le Port avec toutes les garanties nécessaires. L'engagement de ces personnalités éminentes de la société civile portoise témoignent de la confiance accordée à Henry Hippolyte. Il permettra aussi au futur maire du Port de pouvoir s'appuyer sur la qualité du partenariat noué avec ces acteurs du développement et du rayonnement de la commune.

(* Au 18 mars, le Comité de soutien comptabilise 1.713 signataires (pour comparaison en 2008, le nombre de signataires s'établissait à 1.019).

Otè!

**Kan bann shoviy anflé
va dansé, désèrtin i rès
ar pa dsi zot shèz!**

Matant Zélida la ékri Justin:

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité,
Konm mi konpran, zéléksyon d'mèr i ariv é bann rouj-de-fon i sava armas in bon rinsé d'aprè lo bann sondaj i pass dann zournal. Lé normal! Kan la fine manké; la fine manké. Konm moin la lir par la , i pé pa zète épi an avoir été. Mi konpran pa tro bien sak la pèrsone i vé dir, mé sak lé sir, li vé dir pou in pé la fine manké é bann zéléktèr la fine bien konprann. Donk, an parmi bann rouj-de-fon moin lé sir é sèrtin i sava éte lékatonm. Tok! Pran sa pou toué!*

Justin la fé pou répons:

*Mon vyé matant ki koz touzour la boush rouvèr,
Mi antrovoi a popré sak ou i vé dir, mé sanm pou moin la pa bézoin viz bann moun nout parti pars sak ou i di i pé zète vré in pé pou tout parti...Mé, konm mi di aou, mi profèr oir lé shoz d'in n'ot manyèr. mi sèy oir dann bann kandida kisa i vé vrèman ansèrv la popilasyon é kisa i vé ansèrv zot posh. Donk i fo dabor alé gard kisa la anrishi azot dann la politik, sansa mèm an fézan la politik. Pou kosa? Pars la politik i anrishi pa son moun si i respèk vrèman lo bann règloman. Sak i di tout politik lé rish, ébin sé konm zot i di tout bann zanglèz lé rouss. Matant, ou i koné bien la pa vré! Na in pé d'politik la posh lé plin, mé na sak la posh lé pa plin é lé izé afors ansèrv la polilasyon.*

Na in n'ot manyèr disting bann kandida dann zéléksyon: nana sak i rès modèst épi sak lo jabo i grosi. Nana salk i rès tèl ke zot i lé , nana sèk i shanj tout-o-tout. mi pé dir aou moin la koni dmoun i rès tèl ke sé, é moin la koni sak i gingn gro jabo...Malèr pou zot kan zot va pèrd! Malèr pou zot kan bann zéléktèr va anvoty azot asiz. konm di lo kont,..kan va fé dans shoviy gonflé zot i rès ar pa dsi zot shèz. Mé Marcel Pagnol téi di osi kan va fé dans bann kouyon, zot i rès ar pa asiz!

Justin